

# Les statistiques annuelles des cours et tribunaux

Données 2012



Anvers	1902	1 248	199	498	1159
Anvers II	666	16 158	137	21	14 854
Anvers III	815	3 315	279	367	1140
Anvers IV	1723	5 290	290 0	15	2033
Anvers V	1296	3 305	305 0	12	1616
Anvers VI	1702	2 196	152 44	15	8795
Anvers VII	2611	3 123	114 9	8	2745
Anvers VIII	615 6	278	18692	1 90	785
Anvers IX	926	1 281	26516	4121	458
Anvers X	944 0	305	263	42	6 1255
Anvers XI	630 3	127	127	08	768
Anvers XII	1216	1 350	327	237	1574
Boom	883	5 235	235	09	1132
Brasschaat	981	3 164	122	42	1159
Kapellen	507	4 154	130	24 6	671
Kontich	497	3 173	116	667	896
Schilde	1111	10 128	112	6 12	3254
Zandhoven	763	3 213	3120	987	965
Arr. judic. Anvers	1878	7240	3452	591	1515
Heist-op-den-Berg	913	5 150	126	24 0	1068
Lierre	1969	1 243	157	869	2222
Malmes	2966	10 36	2917	163	3593
Willebroek	731	4 197	1554	894	7896
Arr. judic. Malmes	6579	20957	729	228	3375
Arendonk	2233	3 138	1063	9238	923
Geel	885	0 152	11042	61043	610

> Parquets de Police



Service public fédéral  
Justice

.be

Nous remercions le personnel des parquets de police et le Centre de Traitement de l'Information (CTI) du SPF Justice.

L'utilisation du contenu de cette publication, à titre explicatif ou justificatif dans un article ou un livre, est autorisée moyennant indication claire et précise de la source.

**Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail (BPSM)**

Boulevard de Waterloo 70

1000 Bruxelles

Tel. 02/557.46.03

Courrier électronique : [stat@just.fgov.be](mailto:stat@just.fgov.be)

<http://www.just.fgov.be>, sous la section « Statistiques ».

<http://vbsw-bpsm.just.fgov.be>

## Parquet de police

### Introduction

Le 1<sup>er</sup> septembre 2008, les collaborateurs et les compétences de l'ancienne Section Statistiques du SPF Justice ont été repris par le Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail (BPSM). Le BPSM a été créé dans le cadre du Protocole « Projet Mesure de la charge de travail dans les cours et tribunaux », lequel a été signé par le ministre de la Justice, des représentants du SPF Justice et des représentants de la magistrature (siège) en date du 4 juin 2008<sup>1</sup>. Dorénavant, c'est le BPSM qui est responsable de l'établissement des statistiques d'activités des cours et tribunaux (siège).

D'une Justice moderne, tout le monde est en droit d'attendre qu'elle communique de manière transparente sur le contenu de ses activités. C'est dans cette optique que le Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail entend contribuer à la publication de statistiques d'activité accessibles à tout un chacun, et qui doivent permettre à toute personne intéressée de se représenter clairement les activités des différentes juridictions.

Lorsque le besoin s'en est fait sentir, nous avons tenu à ce que les données chiffrées présentées dans cette publication soient accompagnées d'un descriptif et d'un commentaire préalables, insérés dans les explications des rubriques qui constituent le fil conducteur pour l'interprétation des données de l'année civile 2011 (du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012 inclus). Les rubriques statistiques sont répertoriées de manière horizontale et les sièges des parquets de police renseignés de manière verticale. Les données inscrites en italique dans le rapport ont été corrigées manuellement par les différents tribunaux de première instance.

De plus amples informations sont disponibles dans les annexes pour tout ce qui a trait aux définitions des termes judiciaires, aux sources de statistiques judiciaires et de statistiques connexes, aux chiffres de la population par arrondissement judiciaire et à la répartition des communes selon les arrondissements judiciaires et administratifs. Vous pouvez consulter ces annexes sur le site Internet du SPF Justice<sup>2</sup>.

Les statistiques d'activité des parquets de police, à l'instar des statistiques d'activité des tribunaux de première instance, sont publiées depuis l'an 2000 (années civiles). Les statistiques d'activité des justices de paix, des tribunaux de commerce et des tribunaux de police sont quant à elles publiées depuis 1998. En ce qui concerne les cours d'appel - pour ce qui relève des greffes civils - et les notariats, des statistiques sont disponibles depuis 1999. En ce qui concerne les affaires correctionnelles des cours d'appel, les statistiques sont disponibles depuis 2008. Toutes ces publications s'inscrivent dans la série « Les statistiques annuelles des cours et tribunaux ».

Depuis 2002 les données des parquets correctionnels (ministère public) sont publiées par le Collège des Procureurs généraux<sup>3</sup> (magistrature debout). Les données chiffrées concernant les activités de la magistrature assise (siège) et du greffe relèvent par contre de la compétence du BPSM. Pour cette

---

<sup>1</sup> Pour de plus amples informations sur le BPSM et le Projet Mesure de la charge de travail dans les cours et tribunaux, consultez le site Web du BPSM : <http://vbsw-bpsm.just.fgov.be>

<sup>2</sup> <http://www.just.fgov.be>, section « Statistiques », cliquez sur le lien « Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail »

<sup>3</sup> Vous pouvez consulter la publication « Statistique annuelle du ministère public. Recherche et poursuite des affaires pénales par les parquets près les tribunaux de première instance » sur le site du SPF Justice (<http://www.just.fgov.be>, section « Statistiques », lien « Collège des procureurs généraux »).

raison, et étant donné que le BPSM travaille en priorité sur la mesure de la charge de travail des cours et tribunaux (siège) et sur les statistiques nécessaires à cet effet, le BPSM ne confectionnera plus la publication annuelle des parquets de police. Cette édition est, par conséquent, la dernière publication « Parquets de police » du BPSM.

Enfin, signalons qu'en termes de publications, il vous est loisible de consulter « Les chiffres-clés de l'activité judiciaire » qui contient bon nombre de données pertinentes concernant les affaires traitées, nouvelles et pendantes pour toutes les juridictions et que, d'autre part, le SPF Justice, les établissements pénitentiaires, les maisons de justice, les condamnations, les budgets, etc.,... ont été traités dans la publication « Justice en chiffres ».

Autant de documents que vous pouvez retrouver sur le site Web du SPF Justice (<http://www.just.fgov.be>, section « Statistiques », cliquez sur le lien « Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail ») ou via le site Web du Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail (<http://vbsw-bpsm.just.fgov.be> cliquez sur « statistiques »).

Vous pouvez également vous adresser à d'autres instances pour obtenir les statistiques d'activités judiciaires et les données statistiques connexes. Jusqu'en 1998, l'Institut National de Statistique (INS) assurait la collecte et la publication des statistiques judiciaires<sup>4</sup>. La Communauté française et la Communauté flamande publient notamment des informations relatives aux mesures prises à l'égard de mineurs<sup>5</sup>. Le Service de la Politique Criminelle (SPC) du Ministre de la Justice veille, quant à lui, à la publication des données statistiques en matière de condamnations, suspensions et internements<sup>6</sup>. Des données statistiques judiciaires sont également publiées en dehors de la Belgique.<sup>7</sup>

Pour l'année civile 2011, le BPSM a collecté les statistiques d'activités judiciaires des parquets de police électroniquement. L'élaboration de ces statistiques a été rendue possible grâce à l'appréciable collaboration des autres acteurs concernés tels que les secrétaires (en chef), les gestionnaires de système et le service d'encadrement ICT (SPF Justice).

À l'exception des cours d'appel, la procédure actuelle de collecte connaît des limites. Pour les parquets de police, seul un nombre restreint de chiffres sont disponibles et, pour toutes sortes de raisons, leur fiabilité n'est pas assurée.

Dans l'explication des rubriques de cette publication, il a à chaque fois été tenu compte de la version de la législation qui était d'application durant l'année 2011.

Avez-vous encore des questions ? N'hésitez pas à prendre contact avec le service suivant :

### **Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail (BPSM)**

---

<sup>4</sup> Les statistiques judiciaires les plus récentes publiées par l'INS, qui seront également les dernières du genre à être publiées par l'INS, concernaient l'année statistique 1996. Institut national de statistique, Statistiques judiciaires. Activités des cours et tribunaux. Année 1996, Bruxelles, 1999, 129 p.

<sup>5</sup> Voir notamment: Vlaamse Gemeenschap, Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur, afdeling Bijzondere Jeugdbijstand. Website: <http://www.vlaanderen.be> . Et Direction générale de l'aide à la jeunesse, Ministère de la Communauté française. Site Internet : <http://www.cfwb.be>.

<sup>6</sup> Service de la politique criminelle, Point d'appui statistique, *Données statistiques en matière de condamnations, suspensions et internements*. <http://www.just.fgov.be> .

<sup>7</sup> Consultez à ce sujet l'annexe « Sources concernant les statistiques judiciaires et les statistiques connexes » sur le site Web du SPF Justice (<http://www.just.fgov.be>, section « Statistiques », cliquez sur le lien « Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail »).

Boulevard de Waterloo 70  
1000 Bruxelles  
Tel. 02/557.46.03  
Courrier électronique : [stat@just.fgov.be](mailto:stat@just.fgov.be)

**Version juin 2013.**

## Explication des rubriques

Vous trouverez ci-après une description détaillée du contenu des rubriques publiées et des modes de calcul utilisés en 2011. Certaines données statistiques peuvent être générées automatiquement par le programme informatique national MACH<sup>8</sup>. Toutefois, les secrétariats doivent encore effectuer les comptages manuellement<sup>9</sup> pour certaines rubriques et pour l'arrondissement d'Eupen. Cette méthode de travail influence évidemment la fiabilité (qualité) et la quantité des données publiées. Nous vous conseillons dès lors de lire attentivement les explications des rubriques<sup>10</sup> ci-dessous et de garder à l'esprit que les données statistiques concernées reflètent les activités des parquets près les tribunaux de police<sup>11</sup>.

Tous les parquets de police travaillent avec MACH depuis juin 2012.

### - Nouvelles affaires<sup>12</sup>

Concerne exclusivement les procès-verbaux (PV) initiaux des services de police<sup>13</sup> ou toute autre première notification communiqués au parquet de police, et qui ont été enregistré dans le programme informatique national « Mammouth »<sup>14</sup>. Les PV ultérieurs n'ont pas été pris en compte.

### - PV simplifiés sur listing

Concerne exclusivement les listings communiqués au parquet de police entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2012. En ce qui concerne cette rubrique, seules les données statistiques pour les arrondissements qui appliquent les PV simplifiés sur listing et qui l'enregistrent dans le programme informatique national sont disponibles.

### - Affaires en information

Concerne les affaires<sup>15</sup> dans lesquelles une information a été menée en 2012. En d'autres termes, aucune « décision immédiate » n'a été prise dans ces affaires.

### - Décisions immédiates

Concerne les affaires dans lesquelles une décision a immédiatement été prise. En d'autres termes, aucune information n'a précédé la décision. Il s'agit des décisions de mise à disposition, d'EAPS<sup>16</sup>, de classement sans suite, de jonction d'instances, de perception immédiate payée<sup>17</sup> et de règlement manuel<sup>18</sup>.

<sup>8</sup> Grâce à l'application 652, les parquets de police peuvent calculer les statistiques couvrant une certaine période. Une fois que tous les parquets ont effectué ces calculs, les résultats sont rassemblés dans un fichier qui est transféré électroniquement au BPSM.

<sup>9</sup> Dans les explications des rubriques est indiqué, par rubrique, le mode de collecte des données publiées par les parquets de police, à savoir par un comptage par l'application statistique ou un comptage manuel. Les données statistiques qui ne peuvent pas être générées par les « queries » sont introduites dans l'application statistique par les secrétariats par le biais d'un écran input.

<sup>10</sup> Etablies sur la base des articles de loi en vigueur et des contacts avec les secrétariats des parquets de police et le service d'encadrement ICT.

<sup>11</sup> Les données statistiques ne concernent donc pas des statistiques orientées sur la politique.

<sup>12</sup> Ces données statistiques peuvent également contenir des perceptions immédiates (tant payées qu'impayées) et des avertissements si ces PV ont été inscrits comme affaire (ce qui dépend de la méthode de travail des parquets de police).

<sup>13</sup> Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

<sup>14</sup> Par exemple, dans certains arrondissements, les avertissements acquittés, les perceptions immédiates payées et les pvs classés sans suite pour des raisons de priorités (Schengen) ne sont pas enregistrés. Ces procès-verbaux ne sont donc pas repris dans le nombre de nouvelles affaires et les autres rubriques statistiques.

<sup>15</sup> Il s'agit du nombre d'affaires pour lesquelles la décision « affaires en information » a été prise au cours de la période statistique. En d'autres termes, la date d'inscription de l'affaire n'a aucune importance.

<sup>16</sup> EAPS : extinction de l'action publique par le paiement d'une amende.

<sup>17</sup> Concerne certaines infractions aux lois sur la police de la circulation routière. Si l'amende n'est pas payée dans un certain délai à la police, le dossier est communiqué au parquet de police. En cas de paiement, le dossier est classé sans suite et la décision « perception immédiate payée » est introduite.



*- Jonction<sup>19</sup>*

Concerne les affaires<sup>20</sup> jointes par le parquet de police à d'autres affaires en 2012.

*- Transmis pour disposition<sup>21</sup>*

Concerne les affaires<sup>22</sup> transmises pour disposition en 2012 par le parquet de police pour cause d'incompétence<sup>23</sup>.

*- Sans suite<sup>24</sup>*

Concerne les affaires<sup>25</sup> classées sans suite par le parquet de police en 2012.

*- Motivation du classement sans suite<sup>26</sup>*

Concerne le nombre d'affaires classées sans suite par le parquet de police en 2012 sur la base d'une motivation spécifique<sup>27</sup>.

*- Affaires dans lesquelles une transaction/EAPS a été proposée<sup>28</sup>*

L'EAPS implique l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende. Cette rubrique porte sur les affaires<sup>29</sup> dans lesquelles le parquet de police a proposé une ou plusieurs EAPS entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2012.

*- Affaires attribuées au juge d'instruction<sup>30</sup>*

Concerne les affaires attribuées par le parquet de police à un juge d'instruction entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2011.

Enquête judiciaire / Instruction

Cette rubrique porte sur les affaires dans lesquelles un juge d'instruction a été désigné entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2012.

*- Réquisition devant la chambre du conseil, après attribution au juge d'instruction*

<sup>18</sup> Avant que les citations ne puissent être introduites dans Mach, le dossier devait être recherché manuellement.

<sup>19</sup> Données comptabilisées par Mach. La jonction clôture statistiquement « l'affaire fille » (« l'affaire mère » est l'affaire à laquelle « l'affaire fille » est jointe). Dans cette rubrique, les « affaires filles » ont été utilisées comme unité de calcul. L'application calcule le nombre « d'affaires filles » dont le champ « joint » se trouve sur « O » et la date de décision tombe dans la période statistique.

<sup>20</sup> La date à laquelle les affaires jointes ont été inscrites n'a pas d'importance.

<sup>21</sup> La transmission pour disposition de l'affaire à un autre arrondissement judiciaire ou à une autre juridiction (par exemple, au parquet correctionnel) clôture statistiquement l'affaire.

<sup>22</sup> La date à laquelle le PV initial a été communiqué au parquet de police n'a pas d'importance.

<sup>23</sup> Incompétence territoriale : communication de l'affaire au procureur du Roi de l'arrondissement compétent. Incompétence matérielle : communication de l'affaire à la juridiction compétente.

<sup>24</sup> Lorsque l'affaire est classée sans suite, le parquet décide de ne pas poursuivre ou de régler l'affaire par la voie d'une transaction ou d'une médiation. Il appartient au procureur du Roi de juger de l'opportunité des poursuites et de motiver le classement sans suite (loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction).

<sup>25</sup> La date à laquelle le PV initial a été communiqué au parquet de police n'a pas d'importance.

<sup>26</sup> Lorsqu'aucune motivation n'a été enregistrée dans Mach, l'affaire concernée est exclusivement comptabilisée sous la rubrique « sans suite ». Par conséquent, le total des rubriques 'motivation du classement sans suite' peut différer de celui de la rubrique « sans suite ».

<sup>27</sup> La liste officielle exhaustive des motivations des classements sans suite figure dans la circulaire n° COL 12/98 du Collège des Procureurs généraux près les cours d'appel (annexe 1) et peut être consultée sur le site Internet du SPF Justice (<http://www.just.fgov.be>).

<sup>28</sup> Données comptabilisées par Mach. La proposition d'EAPS ne clôture pas statistiquement l'affaire. En cas de paiement de l'amende, le parquet de police peut classer l'affaire sans suite. Toutefois, cette rubrique concerne uniquement le nombre d'EAPS proposées et reflète donc uniquement la charge de travail liée aux EAPS proposées.

<sup>29</sup> Concerne les affaires inscrites tant pendant qu'avant la période statistique.

<sup>30</sup> Concerne le nombre d'affaires dans lesquelles la décision de désigner un juge d'instruction tombe dans la période statistique.

Concerne les affaires où il y a réquisition devant la chambre du conseil (à condition que l'affaire ait préalablement<sup>31</sup> été attribuée à un juge d'instruction) en 2012.

- *Citation*

Concerne le nombre de citations dans des affaires portées devant le tribunal de police<sup>32</sup>.

Par le Ministère public

Concerne le nombre de dossiers dans lesquels la citation a été faite par le ministère public en 2012.

Dossier d'intérêts civils

Concerne le nombre de dossiers d'intérêts civils dans lesquels la décision « citation » a été prise en 2012.

- *Auteur du procès-verbal initial*

Concerne la répartition des PV initiaux en fonction de leurs auteurs. Attention ! Porte uniquement sur les PV des dossiers de citation en 2012. La rubrique 'autres' concerne notamment la police de l'environnement, la police aérienne et la police des chemins de fer, les plaintes des autres ministères, des autres parquets,... Les plaintes directes ont également été comptabilisées sous la rubrique 'autres'.

- *Personnes citées*

Cette rubrique est la somme<sup>33</sup> des rubriques suivantes<sup>34</sup> :

- \* prévenus
- \* personnes lésées
- \* témoins
- \* parties civilement responsables (personnes morales)
- \* parties civilement responsables (personnes physiques)

Attention ! Chaque personne citée est comptabilisée une seule fois sous une rubrique unique mais peut figurer dans plus d'une rubrique. Par exemple, une personne citée comme témoin et comme personne lésée.

- *Affaires terminées par un jugement*

Concerne les affaires dans lesquelles un jugement définitif<sup>35</sup> a été rendu en 2012.

Prononcé

Concerne les affaires dans lesquelles un jugement civil, un jugement sur opposition, un jugement ordinaire ou un jugement de jonction a été introduit comme décision en 2012. La date de l'audience tombe dans la période statistique<sup>36</sup>.

Jonction<sup>37</sup>

Prononcé : concerne les affaires jointes à une autre affaire par le tribunal de police en 2012<sup>38</sup>.

Affaires : concerne les affaires dans lesquelles une jonction a été prononcée (par jugement) par le tribunal de police en 2012<sup>39</sup>.

<sup>31</sup> La date de la décision de désigner un juge d'instruction n'a pas d'importance.

<sup>32</sup> La date à laquelle l'affaire est portée devant le tribunal de police n'a pas d'importance.

<sup>33</sup> Somme établie par le BPSM.

<sup>34</sup> Les rubriques ci-dessous ont été comptabilisées par Mach.

<sup>35</sup> Jugement civil, jugement sur opposition, jugement ou jugement de jonction. Ne concerne pas les jugements interlocutoires.

<sup>36</sup> Unité de calcul : affaire. Concerne exclusivement les affaires dans lesquelles un jugement sur le fond de l'affaire a été rendu au cours de la période statistique.

<sup>37</sup> Concerne les jonctions prononcées par le tribunal de police.

<sup>38</sup> L'application comptabilise toutes les « affaires filles ».

<sup>39</sup> L'application comptabilise toutes les « affaires filles » et les « affaires mères » ainsi que les « affaires mères » qui n'ont pas encore été terminées par un jugement.



Jugements : concerne les jugements rendus par le tribunal de police dans lesquels une jonction a été prononcée<sup>40</sup>.

Condamnation à

Concerne les jugements<sup>41</sup> rendus en 2012 dans lesquels une ou plusieurs condamnations ont été prononcées.

Peine d'emprisonnement principal : jugements qui imposent une peine d'emprisonnement (à titre principal) au condamné<sup>42</sup>.

Peine d'emprisonnement subsidiaire : jugements qui imposent une peine d'emprisonnement subsidiaire au condamné. Certains jugements prévoient qu'en cas de non-paiement de l'amende imposée, une peine d'emprisonnement peut être imposée au condamné<sup>43</sup>.

Amende : jugements qui imposent une amende au condamné<sup>44</sup>.

Déchéance du droit de conduire : jugements<sup>45</sup> qui imposent une déchéance du droit de conduire au condamné pour une période déterminée<sup>46</sup>.

Acquittement<sup>47</sup>

Concerne les jugements dans lesquels les décisions 'acquittement' ou 'acquittement sur doute' ont été prononcées en 2012.

Jugement constatant la prescription<sup>48</sup>

Concerne les jugements dans lesquels la décision 'extinction pour prescription' a été prononcée en 2011.

Jugement renvoyant l'affaire sur la base de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire<sup>49</sup>

Concerne les jugements renvoyant une affaire sur la base de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

- *Jugements avant dire droit*

Concerne les jugements prononcés en 2012 dans lesquels il n'a pas été statué sur le fond de l'affaire<sup>50</sup>.

- *Dossiers d'exécution rédigés (par condamné)*<sup>51</sup>

Concerne les dossiers d'exécution rédigés en 2012 par le parquet de police<sup>52</sup>.

Peines de prison principales

Concerne les dossiers d'exécution dans le cadre desquels la peine comprend une peine de prison.

Peines de prison subsidiaires

Concerne les dossiers d'exécution dans le cadre desquels la peine comprend une amende, laquelle peut être remplacée par une peine d'emprisonnement en cas de non-paiement<sup>53</sup>. Une déchéance du permis de conduire peut aussi être prononcée à titre subsidiaire.

<sup>40</sup> L'application comptabilise toutes les « affaires mères » terminées par un jugement.

<sup>41</sup> Concerne les comptabilisées par Mach jugements sur le fond de l'affaire.

<sup>42</sup> Jugement prononcé au cours de la période statistique.

<sup>43</sup> Jugement prononcé au cours de la période statistique.

<sup>44</sup> Jugement prononcé au cours de la période statistique.

<sup>45</sup> Au minimum 8 jours et au maximum 5 ans.

<sup>46</sup> Jugement prononcé au cours de la période statistique.

<sup>47</sup> Jugement prononcé au cours de la période statistique.

<sup>48</sup> Jugement prononcé au cours de la période statistique.

<sup>49</sup> Jugement prononcé au cours de la période statistique.

<sup>50</sup> Concerne le nombre d'affaires à l'audience pour lesquelles une décision « jugement et sursis (sine die) », « jugement sur opposition et sursis (sine die) » ou « jugement civil et sursis (sine die) » a été prise par le tribunal de police au cours de la période statistique. Remise : l'affaire ne peut être traitée à l'audience. Sursis de l'affaire à une date fixée à la demande d'une ou de toutes les parties ou d'office.

<sup>51</sup> Un seul dossier d'exécution par condamné et par peine prononcée.

<sup>52</sup> La date à laquelle la peine a été prononcée par le tribunal n'a pas d'importance.

Déchéance du droit de conduire

Concerne les dossiers d'exécution dans le cadre desquels la peine comprend une déchéance du droit de conduire.

*- Exécution de la peine<sup>54</sup>*Signalements<sup>55</sup>

Concerne les signalements établis en 2012 par le parquet de police dans le cadre de dossiers d'exécution.

Significations

Concerne les significations<sup>56</sup> de jugements par exploit d'huissier<sup>57</sup>.

*- Actes concernant les préjudiciés enregistrés*

Les préjudiciés enregistrés sont des personnes qui déclarent avoir subi des dommages à la suite d'une infraction. Cette rubrique concerne le nombre d'actes rédigés en la matière en 2012<sup>58</sup>.

*- Véhicules saisis<sup>59</sup>*

Concerne les véhicules saisis en 2012.

*- Retraits immédiats du permis de conduire<sup>60</sup>*

Concerne les permis de conduire qui ont fait l'objet d'un retrait immédiat en 2012 par les services de police sur décision du procureur du Roi.

---

<sup>53</sup> Articles 40 à 41 du Code pénal.

<sup>54</sup> La date à laquelle la peine a été prononcée par le tribunal n'a pas d'importance.

<sup>55</sup> Concerne notamment le nombre d'exécutions pénales dans le cadre desquelles le numéro du bureau central des signalements a été rempli dans Mach.

<sup>56</sup> Exclusivement des exploits internes où le type de signification est un jugement.

<sup>57</sup> Pas exclusivement des significations de jugements par défaut.

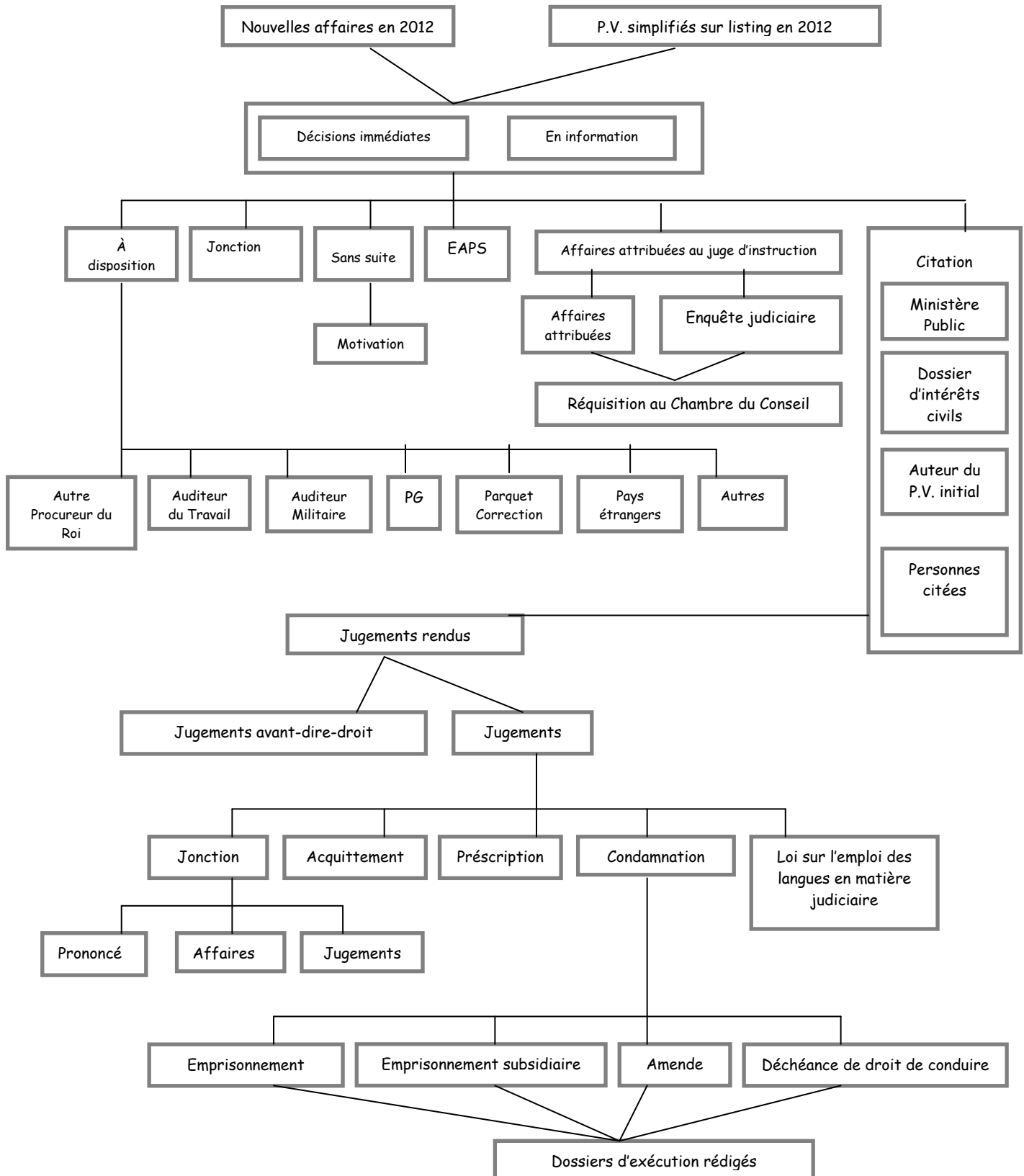
<sup>58</sup> Art. 5 de la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction.

<sup>59</sup> Tous les parquets de police n'utilisent toutefois pas l'« application 325 Pièces à conviction » à partir de laquelle ces données statistiques ont été établies.

<sup>60</sup> Voir circulaire COL 17/98 du Collège des Procureurs généraux « *Politique uniforme en matière de retrait immédiat du permis de conduire* » (à consulter sur le site Internet du SPF Justice, <http://www.just.fgov.be>).

*Schéma des paramètres statistiques Parquet de Police. Année 2012.*

(Les paramètres statistiques ne sont pas uniquement comptés sur les nouvelles affaires. Les paramètres sont le résultat de comptages sur la période du 1<sup>er</sup> janvier ou 31 décembre 2011. Les comptages sont indépendants du fait que l'affaire soit nouvelle ou pas.)



	Nouvelles affaires	P.V. simplifiés sur listing	Affaires en information	Décisions immédiates	Jonction	Transmis pour disposition:*						Traitements.	
						A un autre Procureur du Roi	A l'Auditeur du travail	Au Procureur général	Au parquet correctionnel	A un pays étranger	Autres	Classement sans suite	
<b>RESSORT ANVERS</b>													
ANVERS	162.524	0	64.278	112.681	2.151	2.260	5	7	91	1	22	63.532	
MALINES	31.709	0	36.963	20.523	1.086	642	0	0	8	0	0	9.313	
TURNHOUT	42.345	0	33.449	29.293	1.340	437	2	0	2	7	89	14.848	
HASSELT	54.852	0	44.664	34.256	564	544	42	0	19	0	0	13.531	
TONGRES	40.311	0	18.669	30.386	1.537	434	0	0	0	0	0	14.531	
<b>Total</b>	<b>331.741</b>	<b>0</b>	<b>198.023</b>	<b>227.139</b>	<b>6.678</b>	<b>4.317</b>	<b>49</b>	<b>7</b>	<b>120</b>	<b>8</b>	<b>111</b>	<b>115.755</b>	
<b>RESSORT BRUXELLES</b>													
BRUXELLES	247.532	0	131.008	174.850	1.677	1.586	6	11	140	2	227	148.273	
HAL	31.894	0	21.461	15.655	220	353	2	0	2	0	27	12.549	
VILVORDE	46.732	134	32.755	27.522	567	357	7	0	13	1	1	13.598	
LOUVAIN	56.832	0	34.067	43.959	3.082	1.102	0	5	2	0	52	19.317	
NIVELLES	41.389	174	27.270	27.949	797	768	2	1	0	1	12	28.268	
<b>Total</b>	<b>424.379</b>	<b>308</b>	<b>246.561</b>	<b>289.935</b>	<b>6.343</b>	<b>4.166</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>157</b>	<b>4</b>	<b>319</b>	<b>222.005</b>	
<b>RESSORT GAND</b>													
TERMONDE	65.628	0	64.050	40.918	976	1.211	0	0	0	0	12	15.040	
GAND	159.612	0	36.474	139.285	2.594	1.015	0	1	0	0	0	105.807	
AUDENARDE	22.498	0	26.994	11.806	477	664	1	5	31	1	3	10.036	
BRUGES	87.268	0	72.684	59.125	3.936	1.162	1	34	17	0	0	44.057	
YPRES	16.847	0	10.263	10.990	474	310	1	2	1	8	1	5.075	
COURTRAI	41.498	0	18.029	28.926	332	527	0	0	3	7	5	19.095	
FURNES	14.849	0	14.718	10.394	466	187	3	0	0	0	0	7.667	
<b>Total</b>	<b>408.200</b>	<b>0</b>	<b>243.212</b>	<b>301.444</b>	<b>9.255</b>	<b>5.076</b>	<b>6</b>	<b>42</b>	<b>52</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>206.777</b>	
<b>RESSORT LIEGE</b>													
EUPEN	5.956	0	4.647	2.094	42	43	0	0	0	0	0	2.025	
HUY	17.797	0	16.650	12.419	195	420	0	0	1	0	0	8.096	
LIEGE	115.237	0	39.435	88.711	2.426	424	8	21	76	4	1	67.144	
VERVIERS	30.797	0	26.390	21.016	1.315	1.188	0	0	2	0	0	9.812	
ARLON	12.081	0	13.631	9.388	390	59	0	0	5	4	2	7.140	
MARCHE - EN - F.	8.331	0	7.893	4.907	418	215	0	0	0	6	0	2.298	
NEUFCHATEAU	11.563	0	7.819	8.811	348	98	0	0	7	2	0	7.800	
DINANT	25.257	0	25.379	14.807	950	417	0	3	1	5	0	17.250	
NAMUR	49.097	0	18.990	34.584	542	325	0	0	2	0	0	38.277	
<b>Total</b>	<b>276.116</b>	<b>0</b>	<b>160.834</b>	<b>196.737</b>	<b>6.626</b>	<b>3.189</b>	<b>8</b>	<b>24</b>	<b>94</b>	<b>21</b>	<b>3</b>	<b>159.842</b>	
<b>RESSORT MONS</b>													
CHARLEROI	74.076	0	30.844	52.868	2.181	917	0	0	307	7	0	41.412	
MONS	46.641	180	20.857	33.841	1.641	324	0	4	3	4	1	8.016	
TOURNAI	28.432	0	16.061	16.638	1.133	427	0	0	0	29	0	9.745	
<b>Total</b>	<b>149.149</b>	<b>180</b>	<b>67.762</b>	<b>103.347</b>	<b>4.955</b>	<b>1.668</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>310</b>	<b>40</b>	<b>1</b>	<b>59.173</b>	
<b>LE ROYAUME</b>													
	1.589.585	488	916.392	1.118.602	33.857	18.416	80	94	733	89	455	763.552	

\* chiffres non fiables

	Motivation du classement sans suite:												
	Transmission de l'affaire au fonctionnaire chargé d'infliger l'amende administrative	Amnistie	Absence d'antécédents	Répercussion sociale limitée	Signalement de l'auteur	Préjudice peu important	Absence de plainte	Absence d'infraction	Comportement de la victime	Immunité	Désistement de plainte	Autorité de la chose jugée	Jeunesse de l'auteur

**RESSORT ANVERS**

ANVERS	100	0	37	109	215	31	2	1.960	64	76	6	27	99
MALINES	118	0	68	4	5	6	1	220	12	0	0	2	23
TURNHOUT	163	0	51	3.026	3	0	0	614	0	0	0	0	0
HASSELT	262	0	1	5	11	0	0	1.892	9	36	0	46	0
TONGRES	95	0	6	1	3	1.575	0	81	2	1	0	0	1
<b>Total</b>	<b>738</b>	<b>0</b>	<b>163</b>	<b>3.145</b>	<b>237</b>	<b>1.612</b>	<b>3</b>	<b>4.767</b>	<b>87</b>	<b>113</b>	<b>6</b>	<b>75</b>	<b>123</b>

**RESSORT BRUXELLES**

BRUXELLES	8	0	98	34	890	260	4	1.070	417	798	2	10	8
HAL	116	0	4	2	17	60	16	171	15	150	110	1	2
VILVORDE	108	1	0	227	0	5	0	738	11	283	2	0	19
LOUVAIN	183	1	11	8	11	6	3	595	4	21	0	4	23
NIVELLES	5	0	61	0	21	4	1	59	1	6	0	2	22
<b>Total</b>	<b>420</b>	<b>2</b>	<b>174</b>	<b>271</b>	<b>939</b>	<b>335</b>	<b>24</b>	<b>2.633</b>	<b>448</b>	<b>1.258</b>	<b>114</b>	<b>17</b>	<b>74</b>

**RESSORT GAND**

TERMONDE	339	0	2	29	2	76	0	575	8	3	0	0	18
GAND	652	0	1	141	170	20	3	6.197	31	1	3	3	69
AUDENARDE	135	0	2	80	0	0	0	409	7	0	1	9	0
BRUGES	0	1	2	76	2	97	2	555	3	17	0	6	5
YPRES	59	0	4	11	7	55	0	208	1	0	0	4	0
COURTRAI	215	0	1	141	0	109	0	288	27	0	0	2	41
FURNES	0	0	0	179	3	7	0	73	16	2	1	0	0
<b>Total</b>	<b>1.400</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>657</b>	<b>184</b>	<b>364</b>	<b>5</b>	<b>8.305</b>	<b>93</b>	<b>23</b>	<b>5</b>	<b>24</b>	<b>133</b>

**RESSORT LIEGE**

EUPEN	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3
HUY	2	0	0	0	1	0	0	196	2	0	1	4	0
LIEGE	1.568	0	22	47.777	11	168	0	864	545	10	0	21	0
VERVIERS	88	0	8	344	8	25	0	230	9	4	9	2	11
ARLON	1	0	23	6	0	274	1	158	0	1	2	0	2
MARCHE - EN - F.	54	0	23	4	3	0	0	210	0	0	0	0	1
NEUFCHATEAU	59	0	0	2	5	2	0	160	20	0	1	1	2
DINANT	125	0	37	0	0	3	0	134	3	2	1	14	0
NAMUR	0	0	30	0	2	217	0	58	6	1	0	24	7
<b>Total</b>	<b>1.897</b>	<b>0</b>	<b>144</b>	<b>48.134</b>	<b>30</b>	<b>689</b>	<b>1</b>	<b>2.010</b>	<b>585</b>	<b>18</b>	<b>14</b>	<b>66</b>	<b>26</b>

**RESSORT MONS**

CHARLEROI	111	3	44	12	2	132	1	345	3	3	7	6	4
MONS	553	0	0	6	81	42	0	127	5	0	2	0	0
TOURNAI	118	0	19	1.955	2	19	0	130	0	1	4	2	45
<b>Total</b>	<b>782</b>	<b>3</b>	<b>63</b>	<b>1.973</b>	<b>85</b>	<b>193</b>	<b>1</b>	<b>602</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>49</b>

**LE ROYAUME**

<b>5.237</b>	<b>6</b>	<b>556</b>	<b>54.180</b>	<b>1.475</b>	<b>3.193</b>	<b>34</b>	<b>18.317</b>	<b>1.221</b>	<b>1.416</b>	<b>152</b>	<b>190</b>	<b>405</b>
--------------	----------	------------	---------------	--------------	--------------	-----------	---------------	--------------	--------------	------------	------------	------------

	Motivation du classement sans suite									
	Charges insuf- fisantes	Auteur inconnu	Incompétence des organes de poursuite et des juridictions belges	Décès de l'auteur	Probation prétoriale	Autres priorités en matière de politique de recherches et de poursuites	Capacité d'enquête insuffisante	Situation régularisée	Infraction à caractère relationnel	Cause d'excuse absolutoire

**RESSORT ANVERS**

ANVERS	3.595	1.658	7	249	0	39.085	6.045	3.319	8	27
MALINES	462	962	7	52	0	4.523	92	225	16	0
TURNHOUT	399	733	2	29	14	182	1.074	681	1	0
HASSELT	586	3.722	16	89	353	2.158	1.525	1.236	23	0
TONGRES	367	295	7	16	0	2	1	317	0	0
<b>Total</b>	<b>5.409</b>	<b>7.370</b>	<b>39</b>	<b>435</b>	<b>367</b>	<b>45.950</b>	<b>8.737</b>	<b>5.778</b>	<b>48</b>	<b>27</b>

**RESSORT BRUXELLES**

BRUXELLES	6.275	4.224	4	1.018	0	103.055	9.408	4.293	30	20
HAL	550	630	0	55	0	6.804	891	1.145	6	1
VILVORDE	1.308	776	14	150	0	167	906	843	6	1
LOUVAIN	1.205	4.255	6	85	2	4.446	5.091	1.545	9	542
NIVELLES	72	774	5	41	125	24.905	26	1.260	10	0
<b>Total</b>	<b>9.410</b>	<b>10.659</b>	<b>29</b>	<b>1.349</b>	<b>127</b>	<b>139.377</b>	<b>16.322</b>	<b>9.086</b>	<b>61</b>	<b>564</b>

**RESSORT GAND**

TERMONDE	814	1.614	24	100	1	4.969	2.181	63	0	246
GAND	1.260	1.855	8	96	33	25.034	66.836	2.856	4	12
AUDENARDE	341	990	2	43	0	4.779	1.751	299	3	0
BRUGES	738	2.498	102	94	0	10.119	21.981	537	2	1.097
YPRES	302	708	1	28	0	2.145	1.055	199	4	0
COURTRAI	495	940	0	62	0	13.531	787	132	1	232
FURNES	168	1.018	1	17	0	4.828	169	239	1	58
<b>Total</b>	<b>4.118</b>	<b>9.623</b>	<b>138</b>	<b>440</b>	<b>34</b>	<b>65.405</b>	<b>94.760</b>	<b>4.325</b>	<b>15</b>	<b>1.645</b>

**RESSORT LIEGE**

EUPEN	3	3	0	6	0	2	0	1.060	0	0
HUY	158	411	2	28	135	539	355	2.768	4	0
LIEGE	1.693	1.776	3	153	196	5.345	1.881	2.279	11	18
VERVIERS	452	598	12	39	0	4.659	615	821	5	0
ARLON	107	307	0	19	99	4.720	170	397	1	1
MARCHE - EN - F.	70	311	3	10	96	160	33	565	0	1
NEUFCHATEAU	57	328	0	29	0	3.826	2.291	677	2	0
DINANT	268	579	0	80	0	10.831	179	3.762	6	0
NAMUR	257	810	3	64	30	30.720	373	314	39	0
<b>Total</b>	<b>3.065</b>	<b>5.123</b>	<b>23</b>	<b>428</b>	<b>556</b>	<b>60.802</b>	<b>5.897</b>	<b>12.643</b>	<b>68</b>	<b>20</b>

**RESSORT MONS**

CHARLEROI	894	2.175	24	144	9	32.728	501	1.640	2	55
MONS	414	1.746	84	40	160	3.038	52	311	1	2
TOURNAI	395	852	0	74	126	1.253	753	2.648	5	0
<b>Total</b>	<b>1.703</b>	<b>4.773</b>	<b>108</b>	<b>258</b>	<b>295</b>	<b>37.019</b>	<b>1.306</b>	<b>4.599</b>	<b>8</b>	<b>57</b>

**LE ROYAUME**

<b>LE ROYAUME</b>	<b>23.705</b>	<b>37.548</b>	<b>337</b>	<b>2.910</b>	<b>1.379</b>	<b>348.553</b>	<b>127.022</b>	<b>36.431</b>	<b>200</b>	<b>2.313</b>
-------------------	---------------	---------------	------------	--------------	--------------	----------------	----------------	---------------	------------	--------------



	Motivation du classement sans suite.						Affaires dans lesquelles une transaction a été proposée	Affaires attribuées au juge d'instruction (enquête judiciaire)	Affaires attribuées au juge d'instruction dont Chambre du Conseil
	Dépassement du délai raisonnable pour l'exercice des poursuites	Faits occasionnels découlant de circonstances spécifiques	Indemnisation de la victime	Prescription	Conséquences disproportionnées des poursuites pénales-trouble social	Pas de motivation			

**RESSORT ANVERS**

ANVERS	1.854	959	78	2.065	1.276	581	91.711	17	0
MALINES	21	124	10	2.272	65	23	18.198	0	0
TURNHOUT	690	4.795	13	907	1.430	41	25.016	0	0
HASSELT	296	592	34	611	40	0	33.542	3	0
TONGRES	8	0	0	811	10.086	856	23.052	0	0
<b>Total</b>	<b>2.869</b>	<b>6.470</b>	<b>135</b>	<b>6.666</b>	<b>12.897</b>	<b>1.501</b>	<b>191.519</b>	<b>20</b>	<b>0</b>

**RESSORT BRUXELLES**

BRUXELLES	1.801	1.698	852	938	11.257	0	81.632	42	0
HAL	500	89	338	371	507	0	14.728	0	0
VILVORDE	3.530	187	429	719	3.105	63	26.203	7	2
LOUVAIN	184	265	39	352	355	66	31.353	2	0
NIVELLES	35	451	11	118	3	250	8.683	1	0
<b>Total</b>	<b>6.050</b>	<b>2.690</b>	<b>1.669</b>	<b>2.498</b>	<b>15.227</b>	<b>379</b>	<b>162.599</b>	<b>52</b>	<b>2</b>

**RESSORT GAND**

TERMONDE	22	368	51	997	2.025	513	38.465	7	0
GAND	85	30	115	162	16	114	56.166	1	0
AUDENARDE	917	5	2	88	18	155	9.142	0	0
BRUGES	372	4.437	217	310	638	149	30.288	0	0
YPRES	0	132	17	117	5	13	11.629	4	0
COURTRAI	594	290	110	464	668	0	17.550	2	0
FURNES	0	20	294	133	18	422	4.863	2	0
<b>Total</b>	<b>1.990</b>	<b>5.282</b>	<b>806</b>	<b>2.271</b>	<b>3.388</b>	<b>1.366</b>	<b>168.103</b>	<b>16</b>	<b>0</b>

**RESSORT LIEGE**

EUPEN	0	0	0	1	0	945	2.680	0	0
HUY	54	835	16	479	1.982	125	5.813	2	0
LIEGE	137	486	245	149	1.821	0	51.909	7	0
VERVIERS	530	66	148	186	963	0	16.427	3	0
ARLON	143	18	236	226	52	176	5.988	0	0
MARCHE - EN - F.	0	128	17	109	300	200	4.088	0	0
NEUFCHATEAU	2	55	118	134	13	16	3.254	1	0
DINANT	319	232	68	433	71	103	9.148	0	0
NAMUR	436	470	17	1	4.354	44	8.059	0	0
<b>Total</b>	<b>1.621</b>	<b>2.290</b>	<b>865</b>	<b>1.718</b>	<b>9.556</b>	<b>1.609</b>	<b>107.366</b>	<b>13</b>	<b>0</b>

**RESSORT MONS**

CHARLEROI	428	338	134	1.488	115	64	29.552	5	0
MONS	28	43	2	482	4	793	30.302	2	0
TOURNAI	22	362	90	230	44	596	14.744	0	0
<b>Total</b>	<b>478</b>	<b>743</b>	<b>226</b>	<b>2.200</b>	<b>163</b>	<b>1.453</b>	<b>74.598</b>	<b>7</b>	<b>0</b>

**LE ROYAUME**

<b>LE ROYAUME</b>	<b>13.008</b>	<b>17.475</b>	<b>3.701</b>	<b>15.353</b>	<b>41.231</b>	<b>6.308</b>	<b>704.185</b>	<b>108</b>	<b>2</b>
-------------------	---------------	---------------	--------------	---------------	---------------	--------------	----------------	------------	----------

Citation	Ministère Public	Dossier d' intérêts civils	Auteur du procès verbal initial:			Personnes cités				
			Police locale	Police fédérale	Autres	Prévenus	Personnes lésées	Té- moins	Parties civilement responsables (personnes morales)	Parties civilement responsables (personnes physiques)

**RESSORT ANVERS**

ANVERS	31.349	287	27.217	4.348	2.155	31.987	0	4	1.723	304
MALINES	7.998	151	6.713	536	326	7.575	0	0	46	3
TURNHOUT	9.941	64	4.839	555	351	9.067	0	1	153	68
HASSELT	10.930	247	7.860	1	2.833	10.695	0	1	106	0
TONGRES	8.044	180	7.029	0	957	7.907	0	0	146	153
<b>Total</b>	<b>68.262</b>	<b>929</b>	<b>53.658</b>	<b>5.440</b>	<b>6.622</b>	<b>67.231</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>2.174</b>	<b>528</b>

**RESSORT BRUXELLES**

BRUXELLES	42.422	184	39.163	6	2.348	41.516	0	10	796	123
HAL	6.136	65	5.783	0	284	6.165	0	5	201	79
VILVORDE	12.890	154	10.322	1.375	577	12.642	0	1	294	67
LOUVAIN	11.486	102	8.050	36	3.409	11.366	0	0	450	78
NIVELLES	4.204	122	3.918	1	271	4.195	0	0	101	21
<b>Total</b>	<b>77.138</b>	<b>627</b>	<b>67.236</b>	<b>1.418</b>	<b>6.889</b>	<b>75.884</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>1.842</b>	<b>368</b>

**RESSORT GAND**

TERMONDE	14.114	228	0	0	9	14.222	0	13	477	190
GAND	12.416	371	11.047	0	1.533	12.342	0	7	483	167
AUDENARDE	4.475	151	2.736	233	1.061	3.897	0	0	196	30
BRUGES	12.892	206	12.307	0	600	12.907	0	2	447	142
YPRES	2.481	60	2.277	60	82	2.423	0	0	150	28
COURTRAI	8.927	106	8.376	257	307	8.949	0	1	417	125
FURNES	2.141	61	1.746	0	459	2.112	0	1	86	39
<b>Total</b>	<b>57.446</b>	<b>1.183</b>	<b>38.489</b>	<b>550</b>	<b>4.051</b>	<b>56.852</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>2.256</b>	<b>721</b>

**RESSORT LIEGE**

EUPEN	1.309	32	845	0	0	890	0	0	67	18
HUY	2.342	132	1.610	55	653	2.189	0	0	46	9
LIEGE	12.347	502	11.037	421	34	11.496	0	11	351	107
VERVIERS	4.929	166	3.533	24	106	4.781	0	6	233	54
ARLON	1.924	73	1.140	0	11	1.878	0	0	5	13
MARCHE - EN - F.	1.242	83	109	83	1.177	1.266	0	1	11	17
NEUFCHATEAU	656	90	435	0	228	636	0	0	13	7
DINANT	2.539	71	1.938	0	691	2.532	0	0	20	12
NAMUR	4.542	186	4.935	0	70	4.678	0	2	14	27
<b>Total</b>	<b>31.830</b>	<b>1.335</b>	<b>25.582</b>	<b>583</b>	<b>2.970</b>	<b>30.346</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>760</b>	<b>264</b>

**RESSORT MONS**

CHARLEROI	13.141	418	15.649	0	330	15.118	0	23	127	142
MONS	5.701	228	5.690	8	220	5.679	0	23	129	112
TOURNAI	4.864	136	4.332	727	183	4.893	0	10	57	44
<b>Total</b>	<b>23.706</b>	<b>782</b>	<b>25.671</b>	<b>735</b>	<b>733</b>	<b>25.690</b>	<b>0</b>	<b>56</b>	<b>313</b>	<b>298</b>

<b>LE ROYAUME</b>	<b>258.382</b>	<b>4.856</b>	<b>210.636</b>	<b>8.726</b>	<b>21.265</b>	<b>256.003</b>	<b>0</b>	<b>122</b>	<b>7.345</b>	<b>2.179</b>
-------------------	----------------	--------------	----------------	--------------	---------------	----------------	----------	------------	--------------	--------------

<sup>1</sup> C'est une augmentation importante en comparaison avec 2009 (n=2.323). L'une des raisons de cette augmentation pourrait être le nombre de radars automatiques.

<sup>2</sup> Compte tenu d'une méthode de travail différente en comparaison avec les autres parquets de police, aucuns chiffres fiables ne peuvent être fournis cette année pour la catégorie « auteur du procès verbal initial ». En 2011, cette méthode de travail s'est alignée sur celles des autres parquets de police de façon à ce que des données fiables soient à nouveau disponibles pour les prochaines publications.

	Affaires terminées par un jugement. Jugement sur le fond de l'affaire:								Acquit- tement
	Prononcé	Jonction			Prononcé. Condamnation à:				
		Pro- noncé	Affaires	Juge- ments	Une peine d'emprison- nement principale	Une peine d'emprison- nement subsidaire	Une amende	Une déchéance de droit de conduire	

**RESSORT ANVERS**

ANVERS	34.193	192	396	71	686	45.806	41.754	16.994	2.307
MALINES	8.620	38	93	32	349	10.537	9.873	3.465	400
TURNHOUT	8.833	31	87	23	94	11.061	9.827	3.704	630
HASSELT	11.089	51	146	45	40	15.457	14.596	4.383	875
TONGRES	7.828	47	147	34	60	8.542	7.953	3.490	388
<b>Total</b>	<b>70.563</b>	<b>359</b>	<b>869</b>	<b>205</b>	<b>1.229</b>	<b>91.403</b>	<b>84.003</b>	<b>32.036</b>	<b>4.600</b>

**RESSORT BRUXELLES**

BRUXELLES	45.768	42	204	44	744	58.129	53.442	21.487	3.306
HAL	5.656	27	62	14	90	7.606	7.021	2.937	278
VILVORDE	13.997	49	144	33	238	15.194	14.712	6.506	591
LOUVAIN	10.795	29	108	22	256	14.652	13.218	6.170	981
NIVELLES	4.233	144	496	118	88	5.986	4.306	2.636	672
<b>Total</b>	<b>80.449</b>	<b>291</b>	<b>1.014</b>	<b>231</b>	<b>1.416</b>	<b>101.567</b>	<b>92.699</b>	<b>39.736</b>	<b>5.828</b>

**RESSORT GAND**

TERMONDE	15.101	46	183	53	245	20.955	19.745	9.651	1.611
GAND	14.674	65	268	45	107	20.976	18.837	9.149	1.466
AUDENARDE	3.343	18	86	22	50	4.585	4.137	1.759	348
BRUGES	12.116	3	47	18	262	16.678	15.971	7.275	582
YPRES	2.578	26	109	33	39	3.351	3.093	1.328	165
COURTRAI	8.472	49	130	46	80	12.424	11.055	5.218	908
FURNES	2.160	36	97	29	199	2.959	2.267	736	198
<b>Total</b>	<b>58.444</b>	<b>243</b>	<b>920</b>	<b>246</b>	<b>982</b>	<b>81.928</b>	<b>75.105</b>	<b>35.116</b>	<b>5.278</b>

**RESSORT LIEGE**

EUPEN	589	2	7	1	0	804	614	198	64
HUY	2.408	0	16	6	66	2.315	2.321	1.007	250
LIEGE	11.190	58	257	46	661	15.483	10.638	6.856	2.031
VERVIERS	3.997	0	45	13	141	5.221	5.237	2.694	502
ARLON	2.132	8	41	9	19	2.140	2.169	825	429
MARCHE - EN - F.	1.398	5	71	12	25	1.916	1.267	646	146
NEUFCHATEAU	617	15	66	10	5	875	670	425	62
DINANT	2.838	9	101	24	110	2.890	2.935	1.754	206
NAMUR	4.147	6	61	13	467	5.496	5.522	3.402	339
<b>Total</b>	<b>29.316</b>	<b>103</b>	<b>665</b>	<b>134</b>	<b>1.494</b>	<b>37.140</b>	<b>31.373</b>	<b>17.807</b>	<b>4.029</b>

**RESSORT MONS**

CHARLEROI	15.540	54	301	53	429	24.796	21.557	6.686	1.519
MONS	5.993	56	179	48	171	6.878	6.898	4.040	877
TOURNAI	4.736	62	160	50	107	5.812	5.842	2.648	334
<b>Total</b>	<b>26.269</b>	<b>172</b>	<b>640</b>	<b>151</b>	<b>707</b>	<b>37.486</b>	<b>34.297</b>	<b>13.374</b>	<b>2.730</b>

**LE ROYAUME**

<b>LE ROYAUME</b>	<b>265.041</b>	<b>1.168</b>	<b>4.108</b>	<b>967</b>	<b>5.828</b>	<b>349.524</b>	<b>317.477</b>	<b>138.069</b>	<b>22.465</b>
-------------------	----------------	--------------	--------------	------------	--------------	----------------	----------------	----------------	---------------

	Affaires terminées par un jugement		Jugements avant-dire- droit	Dossiers d'exécution rédigés (par condamné)		
	Jugement constatant la prescription	Jugement renvoyant l'affaire sur base de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire		Peines de prison principales exécutées	Peines de prison subsidiaries exécutées	Déchéance du droit de conduire mises en application

**RESSORT ANVERS**

ANVERS	21	7	71	416	31	25.809
MALINES	81	1	15	157	3	3.192
TURNHOUT	82	3	46	55	51	3.251
HASSELT	30	35	40	25	3	3.712
TONGRES	36	68	28	39	5	2.671
<b>Total</b>	<b>250</b>	<b>114</b>	<b>200</b>	<b>692</b>	<b>93</b>	<b>38.635</b>

**RESSORT BRUXELLES**

BRUXELLES	116	0	142	367	1.577	13.524
HAL	129	35	11	53	8	2.478
VILVORDE	110	87	27	112	0	4.700
LOUVAIN	95	103	13	160	0	4.584
NIVELLES	104	5	63	27	1.088	2.925
<b>Total</b>	<b>554</b>	<b>230</b>	<b>256</b>	<b>719</b>	<b>2.673</b>	<b>28.211</b>

**RESSORT GAND**

TERMONDE	46	1	598	124	22	5.579
GAND	91	8	219	68	506	10.382
AUDENARDE	12	2	4	26	262	1.715
BRUGES	26	0	25	104	2.722	8.297
YPRES	7	0	16	15	45	1.144
COURTRAI	266	20	31	83	277	3.536
FURNES	17	4	10	55	0	635
<b>Total</b>	<b>465</b>	<b>35</b>	<b>903</b>	<b>475</b>	<b>3.834</b>	<b>31.288</b>

**RESSORT LIEGE**

EUPEN	9	101	106	0	0	100
HUY	35	1	31	52	1.078	1.015
LIEGE	89	18	308	357	188	5.271
VERVIERS	81	61	58	38	0	1.894
ARLON	58	1	7	1	0	746
MARCHE - EN - F.	39	1	14	12	0	532
NEUFCHATEAU	9	0	12	2	3	366
DINANT	4	2	91	58	1	1.721
NAMUR	72	1	132	76	0	2.322
<b>Total</b>	<b>396</b>	<b>186</b>	<b>759</b>	<b>596</b>	<b>1.270</b>	<b>13.967</b>

**RESSORT MONS**

CHARLEROI	493	0	394	249	447	5.151
MONS	317	1	57	85	1	3.465
TOURNAI	163	15	9	33	1.640	2.587
<b>Total</b>	<b>973</b>	<b>16</b>	<b>460</b>	<b>367</b>	<b>2.088</b>	<b>11.203</b>

**LE ROYAUME**

<b>LE ROYAUME</b>	<b>2.638</b>	<b>581</b>	<b>2.578</b>	<b>2.849</b>	<b>9.958</b>	<b>123.304</b>
-------------------	--------------	------------	--------------	--------------	--------------	----------------

	Exécution de la peine		Actes concernant les préjudiciés enregistrés	Véhicules saisis	Retraits immédiats du permis de conduire
	Signalements	Significations			

**RESSORT ANVERS**

ANVERS	775	17.405	127	548	2.603
MALINES	16	4.981	13	131	1.060
TURNHOUT	227	4.500	21	0	1.060
HASSELT	6	6.774	16	572	1.218
TONGRES	3	4.077	20	771	953
<b>Total</b>	<b>1.027</b>	<b>37.737</b>	<b>197</b>	<b>2.022</b>	<b>6.894</b>

**RESSORT BRUXELLES**

BRUXELLES	257	23.035	80	1.570	2.271
HAL	18	2.972	6	0	686
VILVORDE	53	6.460	32	0	970
LOUVAIN	44	5.588	1	14	1.207
NIVELLES	2	1.499	84	481	1.252
<b>Total</b>	<b>374</b>	<b>39.554</b>	<b>203</b>	<b>2.065</b>	<b>6.386</b>

**RESSORT GAND**

TERMONDE	864	6.242	36	31	2.319
GAND	115	7.026	207	1.214	1.706
AUDENARDE	13	1.202	22	40	524
BRUGES	172	5.520	50	186	1.678
YPRES	24	977	20	36	304
COURTRAI	89	3.150	46	143	1.176
FURNES	24	881	13	0	407
<b>Total</b>	<b>1.301</b>	<b>24.998</b>	<b>394</b>	<b>1.650</b>	<b>8.114</b>

**RESSORT LIEGE**

EUPEN	0	249	0	73	138
HUY	5	1.047	24	43	253
LIEGE	982	5.061	42	2.701	1.245
VERVIERS	117	1.408	0	466	566
ARLON	50	666	17	0	430
MARCHE - EN - F.	7	646	1	0	489
NEUFCHATEAU	1	220	1	23	392
DINANT	191	958	21	469	577
NAMUR	30	1.481	1	0	708
<b>Total</b>	<b>1.383</b>	<b>11.736</b>	<b>107</b>	<b>3.775</b>	<b>4.798</b>

**RESSORT MONS**

CHARLEROI	116	7.123	2	0	1.311
MONS	86	1.600	25	577	1.208
TOURNAI	1.163	1.814	37	318	1.020
<b>Total</b>	<b>1.365</b>	<b>10.537</b>	<b>64</b>	<b>895</b>	<b>3.539</b>

**LE ROYAUME**

<b>LE ROYAUME</b>	<b>5.450</b>	<b>124.562</b>	<b>965</b>	<b>10.407</b>	<b>29.731</b>
-------------------	--------------	----------------	------------	---------------	---------------

Bureau Permanent Statistiques  
et Mesure de la charge de travail (BPSM)  
Boulevard de Waterloo 70  
1000 Bruxelles  
Tel.: 02 557 46 03  
stat@just.fgov.be  
<http://vbsw-bpsm.just.fgov.be>  
[www.justice.belgium.be](http://www.justice.belgium.be)